

**DGA VILLE DURABLE ET SOBRE**

Département Architecture & Patrimoine

Direction du Patrimoine Immobilier

☎ 04.13.60.51.81

Référence : 25-0083

Avignon,

**DECISION DU MAIRE**

**Décision relative à la mise à disposition de locaux communaux**

Le Maire de la Ville d'AVIGNON,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22, 5<sup>ème</sup> alinéa,  
Vu la délibération n° 5 du 4 juillet 2020 portant délégation d'attribution du Conseil Municipal au Maire,

Vu l'arrêté municipal du 23 juillet 2020 portant délégation de fonction de Madame le Maire à Monsieur Joël PEYRE, Conseiller Municipal, signataire de la présente décision,

Vu le budget de la Commune,

**Vu la convention d'occupation précaire n° CTR22060009 du 18 août 2022 de mise à disposition de locaux au bénéfice de l'association Pôle LGBT Vaucluse,**

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Par avenant n° 1 à la convention CTR22060009, l'article 3 « Durée », est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« Cette mise à disposition est consentie à compter du **19 mai 2022 pour une durée de six (6) ans, renouvelable 1 fois par tacite reconduction.**

Elle pourra être éventuellement renouvelée, au-delà de cette durée, qu'après **demande expresse du Preneur au moins six (6) mois avant le terme.**

A défaut, le site sera considéré comme libre à l'échéance et susceptible d'être réaffecté pour d'autres besoins de la Ville. »

**ARTICLE 2 :** Les autres termes de la convention d'origine demeurent inchangés et applicables dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant.

**ARTICLE 3 :** La présente décision est exécutoire à compter de la date d'enregistrement de son dépôt en Préfecture et de sa publication ou de sa notification au tiers intéressé.

Elle peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de NIMES, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de la notification du document contractuel.

Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Parvenu en Préfecture le 09/12/2025

Publié le 15/12/2025



**Pour le Maire, par délégation,**  
Signé le jeudi 20 novembre 2025  
Par Joël PEYRE,  
Conseiller Municipal